

RAPPORT ANNUEL 2021

de l'association Fonds paritaire d'application, de formation et social pour la Location de services



temp**service**

25 mai 2021

Convention collective de travail
Location de services

Sommaire

- Rapport d'activité – Application4
- Rapport d'activité – Formation continue10
- Rapport d'activité – Tempcare12
- Rapport de la commission de recours.....13
- Rapport de la commission des finances15
- Annexes.....19
- RAPPORT FINANCIER ANNUEL.....20**

La Commission Paritaire Suisse de la Location de Services (CPSLS) / le comité de l'association Fonds Paritaire d'application, de formation et social pour la Location de services (AFPL)

En 2021, le comité de la CPSLS s'est réuni à six reprises. Il a préparé les travaux du conseil et des commissions.

La CPSLS s'est également réunie à six reprises. La majorité des réunions ont eu lieu en ligne en raison de la pandémie de coronavirus.

Lors de ces réunions, les thèmes suivants ont notamment été abordés : d'une part, la gestion de la période sans déclaration de force obligatoire de la CCT en janvier et février 2021 et les accords de collaboration concernant les contrôles des entreprises et les indemnités avec les commissions professionnelles paritaires des autres branches de la DFO.

Un groupe de travail composé de trois économistes a été constitué afin de déterminer le montant des indemnités à verser à ces CP sur la base d'une méthode scientifique. D'autre part, les importantes réserves financières de notre association ont été un sujet de discussion, ainsi que la question de savoir si nous devons comptabiliser l'excédent comme des provisions ou le présenter comme un bénéfice ou des fonds propres.

En septembre, le SECO a réalisé un audit complet au sein de notre association, dont le rapport final est encore attendu.

Dans le domaine de temptraining, grâce à l'élargissement réglementaire du cercle des ayants droit, davantage de demandes ont pu être acceptées que les années précédentes.

Commission professionnelle Paritaire Suisse de la Location de Services (CPSLS), état au 31.12.2021

| Nom | Prénom | Organisation | Fonction |
|----------------------|---------------|----------------------------------|---|
| Aeby | David | Unia | Président, Représentant des employeurs |
| Fischer- Rosinger | Myra | swisstaffing | Vice-Présidente, Représentante des travailleurs |
| Polito | Véronique | Unia | Représentante des travailleurs |
| Elmer | Hannes | Société des employés de commerce | Représentant des travailleurs |
| Fröhli | Nico | Syna | Représentant des travailleurs |
| Wollenmann | Wera | Employés Suisse | Représentante des travailleurs (membre suppléant permanent) |
| Droz-dit- Busset | Olivier | swisstaffing | Représentant des employeurs |
| Schneuwly | Yves | Swisstaffing | Représentant des employeurs |
| Eichenberger | Michel | swisstaffing | Représentant des employeurs |
| Bock | Beatrix | Kessler & Co AG | Représentante du secrétariat tempcare (responsable) |
| Rennenkampff | Kaj | Unia | Représentant du secrétariat tempcontrol (responsable) |
| Trenna | Claudio | swisstaffing | Représentant du secrétariat temptraining (responsable) |
| Campanello | Bruna | Unia | Membre remplaçant |
| Häberli | Christoph | Unia | Membre remplaçant |
| Eicher | Boris | swisstaffing | Membre remplaçant |
| Osterfeld | Marius | swisstaffing | Membre remplaçant |
| | | KPMG | Organe de révision |

Rapport d'activité – Application

Situation initiale

En 2021, l'activité de contrôle a également pu être maintenue à un niveau élevé malgré la pandémie de coronavirus. De plus, des efforts supplémentaires ont été mis en œuvre afin d'affiner la standardisation et l'amélioration du processus de contrôle. Ainsi, les modèles de rapport de contrôle et de décision ont été une nouvelle fois améliorés et précisés grâce aux inputs des trois régions linguistiques. Le développement des instruments de contrôle se présente comme un processus d'amélioration continue (PAC). Cela se manifeste par des rapports de contrôle améliorés et standardisés qui font l'objet d'un bon accueil de la part des entreprises contrôlées.

En 2021 également, les secrétariats des CPPR ont été confrontés à de nombreuses demandes concernant la CCT Location de services.

En 2021, sur les 952 entreprises soumises, 247 (25,95%) ont été contrôlées.

Service d'encaissement

Le service d'encaissement s'est surtout chargé du traitement de cas particuliers pour lesquels la soumission devait être clarifiée de manière plus approfondie. Il y a de plus en plus de domaines pour lesquels la délimitation avec la location de services doit être clarifiée. Outre le secteur informatique et les entreprises privées d'aide et de soins à domicile (Spitex), il s'agit maintenant d'entreprises qui mettent à disposition des employés dans le domaine de la "Legal-Compliance". Et en l'espèce, la démarcation entre mandat et location de services est difficile.

Groupe de travail Application

La CPSLS a constitué un groupe de travail sur l'application avec le mandat suivant :

- élaboration d'une stratégie de contrôle basée sur le risque
- prolongation / renouvellement des accords de collaboration avec d'autres commissions paritaires
- collaboration avec les contrôles du marché du travail (accent mis sur les contrôles sur place)
- procédure pour éviter les erreurs et la marge d'interprétation sur tempdata en fonction des négociations de CCT : examen des conséquences de l'EMP/ET pour tempdata et l'application.

Le groupe de travail s'est réuni pour la 1^{ère} fois le 2 septembre 2020 et a abordé lors de cette séance la question des accords de collaboration avec d'autres commissions paritaires et le développement de la stratégie basée sur le risque. L'élaboration de cette stratégie a également fait l'objet de trois séances supplémentaires.

Secrétariat d'application, secrétariats des CPPR

Le secrétariat d'application et les trois secrétariats des CPPR n'ont pas connu de modifications en termes de personnel. En 2021, dans un premier temps, le secrétariat d'application a principalement été occupé par l'organisation de la situation de CCT sans déclaration de force obligatoire. Après l'introduction réussie de la nouvelle base de données CCT en 2020, il s'agissait de poursuivre le développement de la base de données et de son interface. Les premiers travaux préparatoires et analyses ont été lancés afin d'introduire un calculateur de suppléments dans la base de données CCT. Cette année également, un nouveau salaire minimum cantonal a été introduit. A partir du 1^{er} décembre 2021, il y aura également un salaire minimum cantonal dans le canton du Tessin.

Secrétariat d'application

| | |
|-------------------|------|
| Direction | 65% |
| Administration | 340% |
| Coll. spécialisés | 350% |
| Pôle juridique | 250% |
| Encaissement | 100% |

CPRA

| | |
|-----------------|------|
| Direction | 100% |
| Coll. juridique | 200% |
| Secrétariat | 220% |

CPRR

| | |
|-------------|------|
| Direction | 100% |
| Secrétariat | 100% |

CPRT

| | |
|-----------------|------|
| Direction | 20% |
| Coll. juridique | 60% |
| Secrétariat | 100% |

Commission Paritaire Régionale de la suisse Alémanique (CPRA)

En 2021, la CPRA s'est réunie à sept reprises. A partir de février 2021, Virginie Jaquet d'Employés Suisse a rejoint la commission en tant que représentante des travailleurs en remplacement du membre Daniel Christen et Yannick Zaugg en tant que représentant des employeurs en remplacement de David Hügli. En 2021, la CPRA a également organisé une formation de ses contrôleurs en 2021.

Fin 2021, la CPRA était composée comme suit :

| Nom | Prénom | Organisation | Fonction |
|---------------|-----------|---------------------------------------|--|
| Cornu | Roman | swissstaffing | Président, Représentant des employeurs |
| Klaus | Beatrice | tempcontrol | Secrétaire |
| Diezig | Alexander | tempcontrol | Secrétaire |
| Bischofberger | Felix | SEC Est | Représentant des travailleurs |
| Käppler | Manuel | Unia Aargau / nord-ouest de la Suisse | Représentant des travailleurs |
| Trunz | Christian | Unia Zurich-Schaffhausen | Représentant des travailleurs |
| Arifaj | Bajram | Syna | Représentant des travailleurs |
| Jaquet | Virgine | Employés Suisse | Représentante des travailleurs (Membre suppléant permanent) |
| Gähme | Anke | Unia Suisse orientale - Grisons | Représentante des travailleurs (Membre suppléant permanent) |
| Dupont | Alain | swissstaffing | Représentant des employeurs |
| Erismann | Reto | swissstaffing | Représentant des employeurs |
| Zaugg | Yannick | swissstaffing | Représentant des employeurs |

Activité en 2021

| | |
|------------------------------------|------|
| Décisions de contrôle prises | 150 |
| Rapports de contrôle reçus | 119 |
| Décisions notifiées | 109* |
| Peines conventionnelles prononcées | 49 |
| Recours déposés | 23 |
| Procédures clôturées | 123 |

*(dont 6 décisions ayant pour objet des demandes de réexamen ainsi que des décisions portant sur les peines conventionnelles)

Commission Paritaire Régionale Romande de la location de services (CPRR)

En 2021, la CPRR s'est réunie à sept reprises, dont quatre fois par visioconférence. En Suisse romande, l'intensité des contrôles s'est maintenue à un niveau correct, malgré un début d'année incertain due à la crise sanitaire. En octobre 2021, Richard Sendra a rejoint la Commission en tant que représentant des travailleurs pour remplacer Florian Monnier. La CPRR a également organisé une journée de formation avec les organes de contrôles en novembre 2021 dû au fait que 2 nouveaux organes ont débuté une activité pour la CPRR.

Fin 2021, la CPRR était composée comme suit :

| Nom | Prénom | Organisation | Fonction |
|------------------------------------|----------|------------------|--|
| Cambria | Serena | swisstaffing | Présidente Représentant des employeurs |
| Dévaud | Mathilde | Secrétariat CPRR | Secrétaire |
| Schwab | Robin | Secrétariat CPRR | Adjoint du secrétaire |
| Zufferey | Francine | Unia Valais | Représentante des travailleurs |
| Landry | Abdeslam | Unia Vaud | Représentant des travailleurs |
| Jusqu' à septembre 2021 Monnier | Florian | Syna Fribourg | Représentant des travailleurs |
| À partir d'octobre 2021 Sendra | Richard | Syna Lausanne | Représentant des travailleurs |
| Jaquet | Virginie | Employés Suisse | Représentante des travailleurs |
| Lena | Rebecca | Unia Jura | Représentante des travailleurs (Membre suppléant permanent) |
| Wirthner | Louis | Employés Suisse | Représentant des travailleurs (Membre suppléant permanent) |
| Lang | Gautier | swisstaffing | Représentant des employeurs |
| Knösel | Thomas | swisstaffing | Représentant des employeurs |
| Suter | Urs | Swisstaffing | Représentant des employeurs |

Activité en 2020

| | |
|------------------------------------|----|
| Décisions de contrôle prises | 43 |
| Rapports de contrôle reçus | 42 |
| Décisions notifiées | 41 |
| Peines conventionnelles prononcées | 14 |
| Recours déposés | 2 |
| Procédures clôturées | 44 |

Commission Paritaire Régionale du Tessin de la location de services (CPRT)

En 2021, la CPRT s'est réunie à quatre reprises, dont deux fois à distance en raison de la pandémie. Des cas récents ont été traités, mais aussi, comme d'habitude, des cas plus complexes qui ont pris plus de temps parce qu'ils nécessitaient un examen plus approfondi ou qu'ils ont été traités sur plusieurs années.

Les discussions au sein de la commission ont abouti à l'élaboration d'une circulaire d'information pour informer les travailleurs. Le secrétariat de la CPRT répond également aux demandes d'information et collabore étroitement avec d'autres organes de contrôle actifs (commissions paritaires, canton).

La commission constate à nouveau une tendance positive en ce qui concerne le respect des dispositions de la CCT Location de services par les entreprises : les infractions détectées concernent principalement le secteur de la construction.

Fin 2021, la CPRT était composée comme suit:

| Nom | Prénom | Organisation | Fonction |
|----------------------|----------|-----------------------|---|
| Guggiari | Sharon | swissstaffing | Présidente, Représentante des employeurs |
| Scolari | Giovanni | OCST | Représentant des travailleurs (jusqu' au 20.09.2021) |
| Coppi | Paolo | OCST | Représentant des travailleurs (à partir du 21.09.2021) |
| Milani | Gabriele | Unia Tessin & Moesa | Représentant des travailleurs |
| Cadenazzi | Dario | Unia Tessin & Moesa | Secrétaire |
| Cima | Igor | Unia Tessin und Moesa | Représentant des travailleurs |
| Peduzzi | Stefano | SIC Tessin | Représentant des travailleurs (Membre suppléant permanent) |
| Restuccia Martignano | Sibilla | swissstaffing | Représentante des employeurs |
| Marzano | Fabrizia | swissstaffing | Représentante des employeurs |
| Colombara | Filippo | swissstaffing | Représentant des employeurs (Membre suppléant permanent) |

Activité en 2021

| | |
|------------------------------------|----|
| Décisions de contrôle prises | 54 |
| Rapports de contrôle reçus | 38 |
| Décisions notifiées | 6 |
| Peines conventionnelles prononcées | 11 |
| Recours déposés | 4 |
| Procédures clôturées | 55 |

Remarques générales

La majorité des contrôles se sont déroulés sans grandes difficultés. La collaboration avec les entreprises était généralement très bonne et empreinte d'un esprit de coopération.

Nous avons néanmoins dû constater que la gestion des dossiers ainsi que des données pour un contrôle était toujours plus lacunaire. Le contrôle du temps de travail en particulier était très complexe, car il était la plupart du temps saisi sommairement de manière électronique. Les rapports de temps de travail devaient dès lors être passés en revue de manière individuelle afin par exemple de pouvoir constater si des heures supplémentaires avaient été effectuées et indemnisées en conséquence.

Les principaux manquements constatés concernaient le respect du temps de travail ainsi que le paiement des suppléments relatifs aux heures supplémentaires. Les défauts constatés ont la plupart du temps été corrigés et, lorsque cela était nécessaire, les versements rétroactifs ont été effectués. Ceci est également illustré par le nombre élevé de finalisations de procédures.

Comportement non coopératif

Il est arrivé de manière sporadique que des entreprises ne soient pas coopératives. Elles refusaient ainsi de produire les données ainsi que les documents nécessaires et n'étaient pas prêtes à corriger les erreurs évidentes. Dans ce genre de situations, les dépenses de contrôle étaient très élevées et l'outil mis à disposition des autorités d'exécution de la CCT Location de services atteignait rapidement ses limites. Fort de ces expériences, l'octroi de prolongations de délais a été traité de manière toujours plus restrictive.

Collaboration et coordination améliorées

La collaboration avec les autorités cantonales d'exécution a pu être encore améliorée. Il en va de même de la coordination de l'activité d'exécution avec les secrétariats d'application des autres branches.

Mise en œuvre

Les cas dans lesquels les CPPR se sont heurtées à des difficultés pour mettre en œuvre les décisions prises, continuent d'augmenter. De nombreuses entreprises ont de la peine à prouver, par les relevés bancaires, que les paiements rétroactifs ont été effectués, ou à effectuer rétroactivement l'annonce pour la LPP.

Les CPPR ont par ailleurs été toujours plus confrontées aux situations dans lesquelles les peines conventionnelles qui ont été prononcées ne sont pas payées, malgré deux rappels, ce qui implique d'introduire des procédures d'exécution. Il s'agit toujours de cas isolés qui s'avèrent particulièrement coûteux.

Rapport d'activité – Formation continue

En 2021, le temptraining a pu de nouveau augmenter le nombre de demandes de participation financière malgré la crise liée à la pandémie du corona. Fin 2021, le bureau de temptraining comptait dix employés.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, 18'530 demandes de formation continue ont été déposées auprès de temptraining (2020 : 12'424 demandes). Le secrétariat a pu en accepter 15'147 ; le paiement a pu être effectué pour 12'241 d'entre elles. Les autres demandes n'ont encore pas pu être comptabilisées en raison du fait que les formations continues y relatives étaient encore en cours.

Les demandes accordées pour 2020 correspondent à un montant de CHF 17'018'485.- (2020 : CHF 14,14 mio). De ce montant, CHF 13'607'293.- ont été payés aux travailleurs temporaires ou aux entreprises de location de services (2020 : CHF 9,61 mio).

En 2021, au total, 1'021 demandes ont été refusées, au motif qu'elles ne remplissaient pas les critères prévus par le règlement. Le taux moyen de demandes rejetées en 2021 était de 5,5 %, contre 7 % l'année précédente.

Depuis 2021, les travailleurs temporaires qui ont terminé une formation continue et qui ont reçu le remboursement de temptraining participent tous les trimestres à une enquête de satisfaction. La grande majorité des personnes interrogées sont très satisfaites des compétences de l'enseignant et de la manière dont les cours sont préparés. En outre, ils recommanderaient volontiers le service de temptraining à un(e) ami(e).

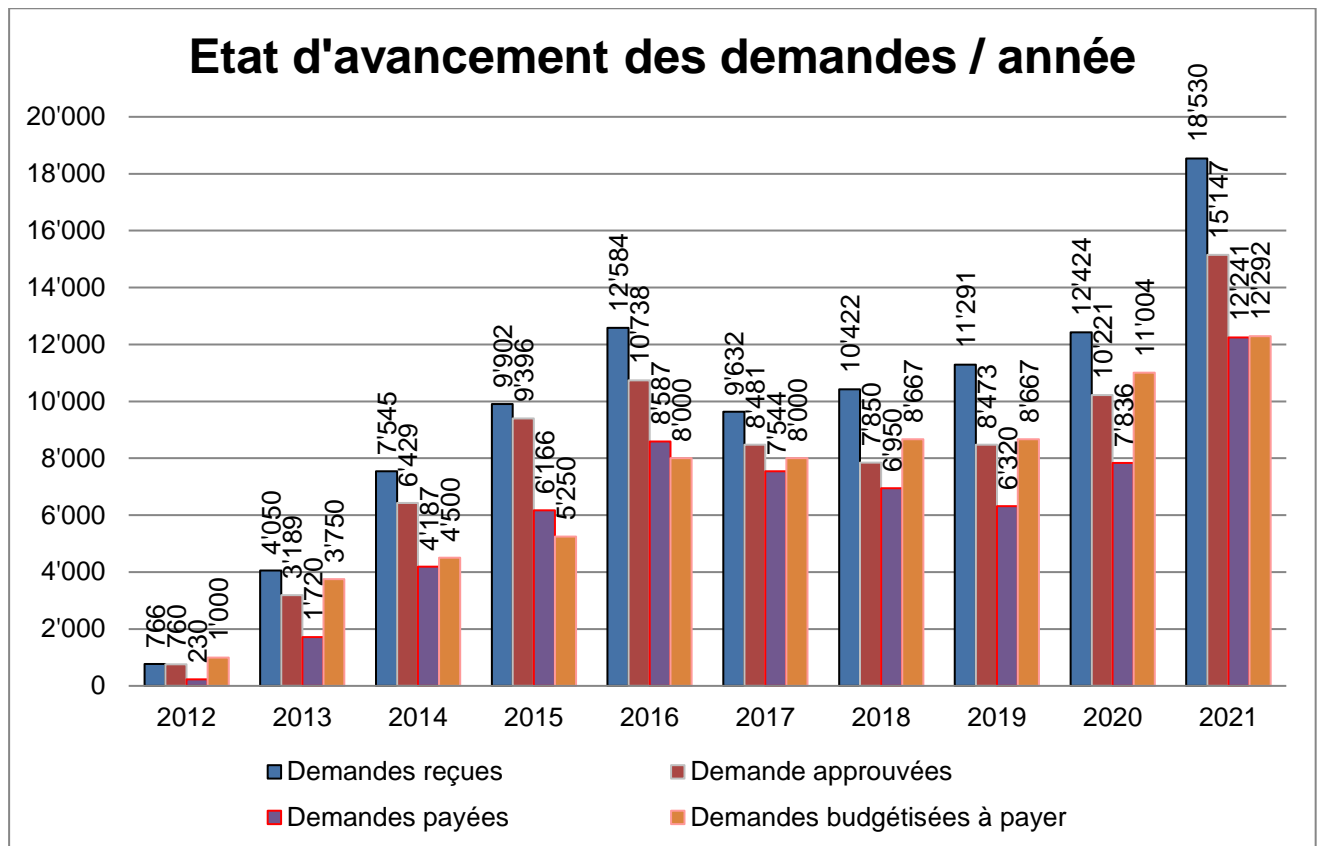
En janvier et en avril 2021, les critères d'éligibilité ont été élargis en faveur des travailleurs temporaires. Dans le cadre du projet spécial "Bons cadeaux pour les travailleurs temporaires peu qualifiés", plusieurs centaines de bons cadeaux d'une valeur de CHF 1'000.- chacun ont été établis. Les bons sont utilisables jusqu'à fin 2022.

Depuis novembre 2021, le dépôt des demandes ne se fait plus - à quelques exceptions près - que par voie numérique. A cet effet, les travailleurs temporaires et les services du personnel disposent d'un portail web doté de diverses fonctions supplémentaires.

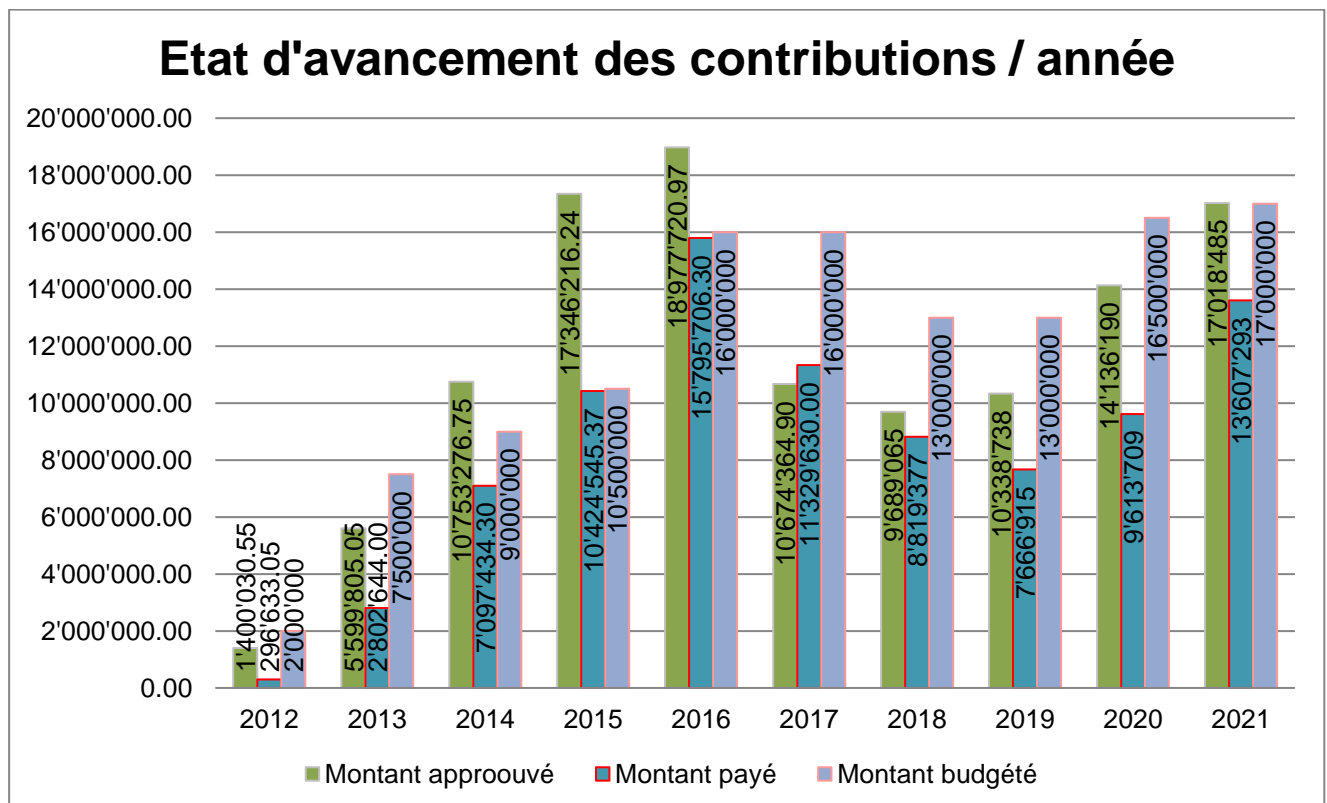
L'assemblée générale a approuvé des modifications réglementaires dans le domaine de la sécurité au travail à compter du 1^{er} janvier 2022. A partir de cette date, les cours uniquement en ligne ne seront plus acceptés et une attestation d'au moins 88 heures travaillées devra être fournie avant le versement.

Graphiques

Graphique 1



Graphique 2



Rapport d'activité – Tempcare

Durant l'année de référence, 646 contrats ont été traités dans le cadre de la solution de branche IJM (596 contrats l'année précédente). La masse salariale subventionnée s'est élevée à CHF 3,886 Mia. (-6%). Un montant de 77,4% (73,3% l'année précédente) de la masse salariale déterminante pour la CCT Location de services a été assuré par la solution de branche IJM. Les subventions de primes payées ont augmenté de 6% pour s'élever à CHF15,545 mio.

Développement des années 2012 à 2020

| Année | Masse salariale déterminante | Montant de la subvention | Taux de prime moyen |
|-------|------------------------------|--------------------------|---------------------|
| 2012 | CHF 2'285'149'217 | CHF 9'140'597 | 2,88% |
| 2013 | CHF 2'638'541'478 | CHF 10'554'166 | 2,79% |
| 2014 | CHF 2'781'302'992 | CHF 11'125'212 | 2,68% |
| 2015 | CHF 2'852'321'411 | CHF 11'409'286 | 2,60% |
| 2016 | CHF 3'097'656'738 | CHF 12'390'627 | 2,31% |
| 2017 | CHF 3'509'916'442 | CHF 14'039'666 | 2,37% |
| 2018 | CHF 4'034'596'678 | CHF 16'138'387 | 2,28% |
| 2019 | CHF 4'144'475'019 | CHF 16'577'900 | 2.46% |
| 2020 | CHF 3'886'277'142 | CHF 15'545'109 | 2.51% |

Le taux de prime moyen a augmenté de 2.51% (2.46% l'année précédente).

71,2% de la masse salariale ont été assurés avec un délai d'attente de 2 jours, 13,2% avec un délai d'attente de 30 jours, 5% avec un délai d'attente de 14 jours. Les autres délais d'attente – de 1, 3, 7, 60 et 90 jours – se situent à moins de 5%.

Les recettes de primes ont atteint CHF 82.271 mio, en tenant compte du montant de subvention de 0.40%. Le total des paiements des assureurs s'est élevé à CHF 79.861 mio. Le taux de prestations en lien avec les primes de risques perçues s'élevait à 105% (106% l'année précédente).

Rapport de la commission de recours

La commission de recours de l'association fonds paritaire d'application, de formation et social pour le secteur de la location de services statue sur les recours déposés par les parties concernées contre :

- Des décisions de soumission
- Des décisions de constatation
- Des peines conventionnelles prononcées
- Des décisions découlant de contrôles, notamment la prise en charge des frais de contrôle
- Des décisions concernant les demandes de prise en charge des frais de formation continue
- Des décisions concernant les demandes de prises de mesures relevant de la protection de la santé et de la sécurité au travail de la CPSLS et des CPPR (art. 39, al. 2 de la CCT Location de services).

La commission de recours se compose 2021 des personnes suivantes :

| Nom | Prénom | Organisation | Fonction |
|------------|-----------------|--|---|
| Widmer | Marc | swissstaffing | Président |
| Krattinger | Jolanta | Syna – le syndicat Responsable du service juridique | Vice- Présidente |
| Vonaesch | Martin | Adecco Ressources Humaines SA Head of Legal | Représentant des employeurs |
| Dick | Regula | Syndicat Unia service juridique | Représentante des travailleurs |
| Heger | Pierre Serge | Employés Suisse | Représentant des travailleurs (membre suppléant permanent) |

En 2021, la commission de recours a tenu cinq séances ordinaires. A cette occasion, elle a traité les cas de recours suivants :

| Instance précédente | Objet | Statut |
|-------------------------------------|---|----------------------|
| CPSLS, représentée par tempcontrol | Soumission à la CCT Location de services | 0 décision rendue |
| CPRA | Contrôle paritaire | 23 décisions rendues |
| CPRR | Contrôle paritaire | 6 décisions rendues |
| CPRT | Contrôle paritaire | 4 décisions rendues |
| CPSLS, représentée par temptraining | Formation continue | 76 décisions rendues |

| 2021 | Recours déposés | CR - décisions | Recours admis (totalement) | Recours admis (partiellement) | Refus |
|--------------|------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|--------------|
| CPRA | 19 | 23 | 3 | 12 | 8 |
| CPRR | 2 | 6 | 1 | 3 | 2 |
| CPRT | 2 | 4 | 2 | 0 | 2 |
| temptraining | 31 | 76 | 50 | 0 | 26 |
| Total | 54 | 109 | 56 | 15 | 38 |

Rapport de la commission des finances

Finances

La situation financière de l'association Fonds Paritaire d'application, de formation et social pour la Location de services est très saine. Après un recul des recettes en 2020 dû à la pandémie du Corona, en 2021, les recettes ont atteint leur niveau le plus élevé depuis l'introduction de la convention collective de travail.

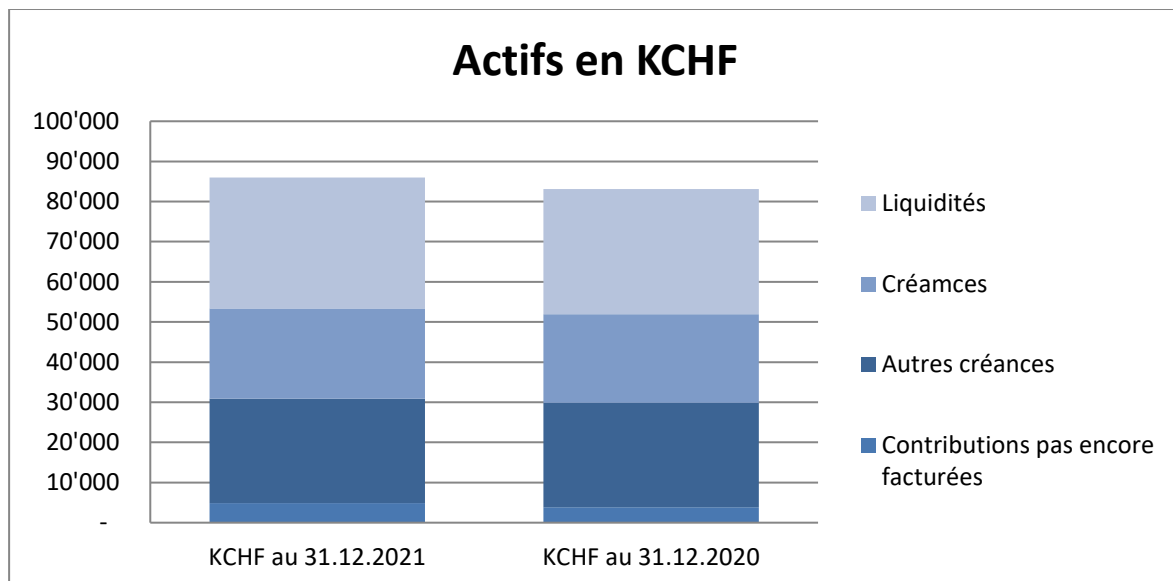
Conformément à notre pratique actuelle, étant donné que tous les fonds disponibles doivent impérativement être utilisés conformément à la convention et en raison des exigences de Swiss GAAP RPC, les fonds non utilisés ont été affectés aux provisions.

En 2021, ils ont été affectés aux provisions qui ont augmenté de CHF 4,1 millions.

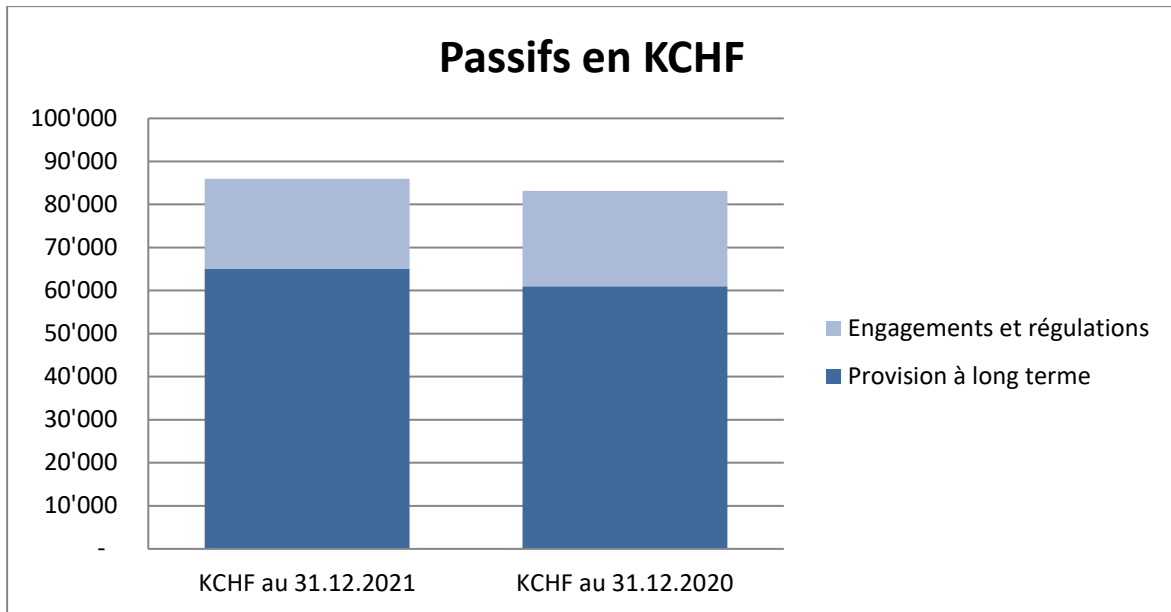
Rapport financier annuel

Bilan

Les liquidités, les créances et les contributions non encore facturées ont légèrement augmenté en 2021 ; à la fin de l'année 2021, les avoirs pour des acomptes trop élevés dans le domaine de tempcarea s'élevaient à CHF 0.



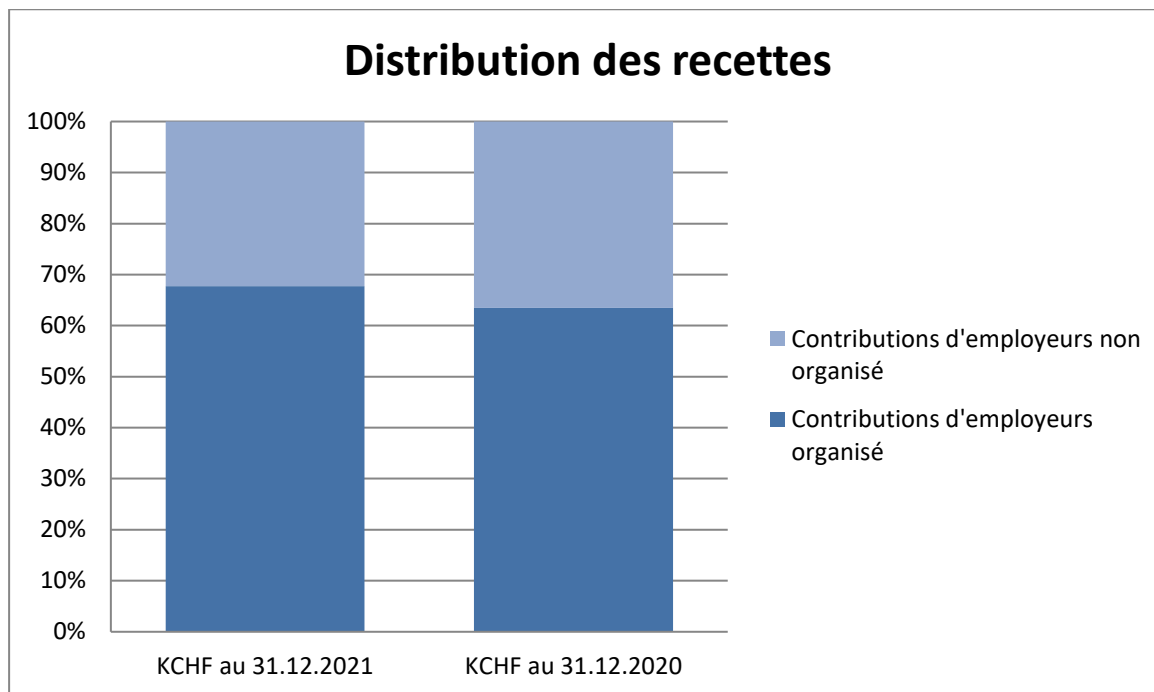
Les passifs comprennent les engagements en cours et les charges à payer pour les prestations en cours en vertu de la convention collective, qui ont légèrement augmenté, ainsi que les provisions pour les prestations à payer aux employés et employeurs soumis.



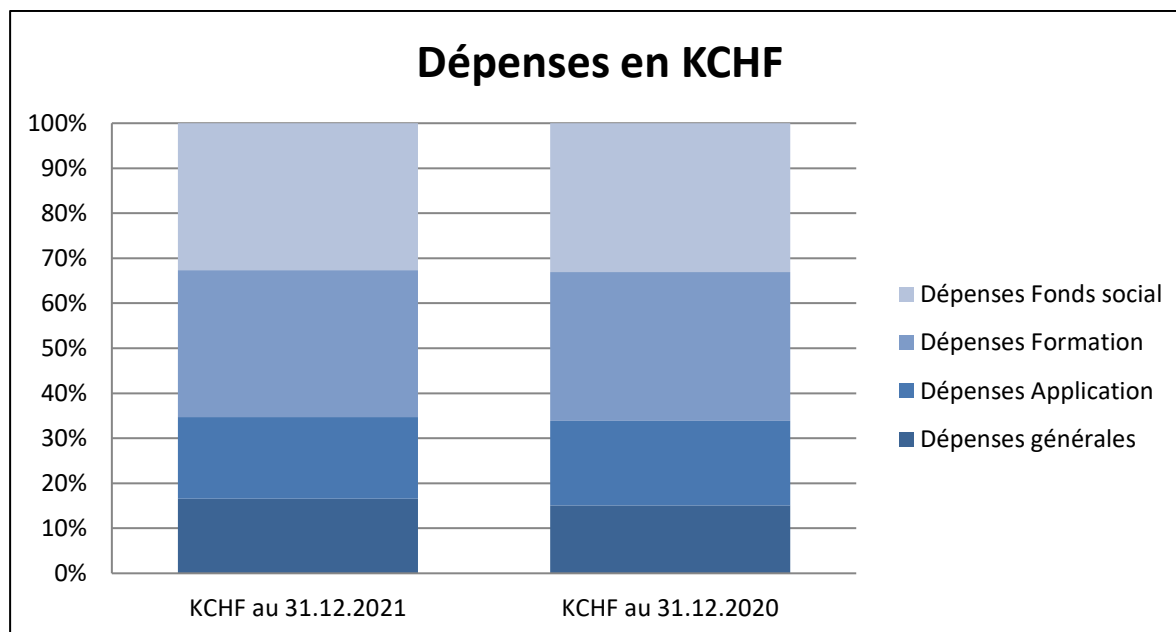
Les fonds propres ainsi que les réserves permettent à l'Association Fonds paritaire d'application, de formation et social pour la location de services de continuer à remplir entièrement ses obligations même en cas de dégradation de la situation économique, qui toucherait particulièrement fort la location de services.

Compte d'exploitation

En 2021, les contributions paritaires ont augmenté de 20,4% pour atteindre un total de CHF 60,4 millions (2020 : CHF 50,2 millions), après une baisse en 2020 due à la pandémie de Covid. La part des employeurs organisés est passée à 67,7% (63,5% l'année précédente).



Les dépenses de l'association reflètent les obligations de prestations. Elles s'élèvent à 60,4 millions de CHF, hors réductions sur recettes et frais d'encaissement.



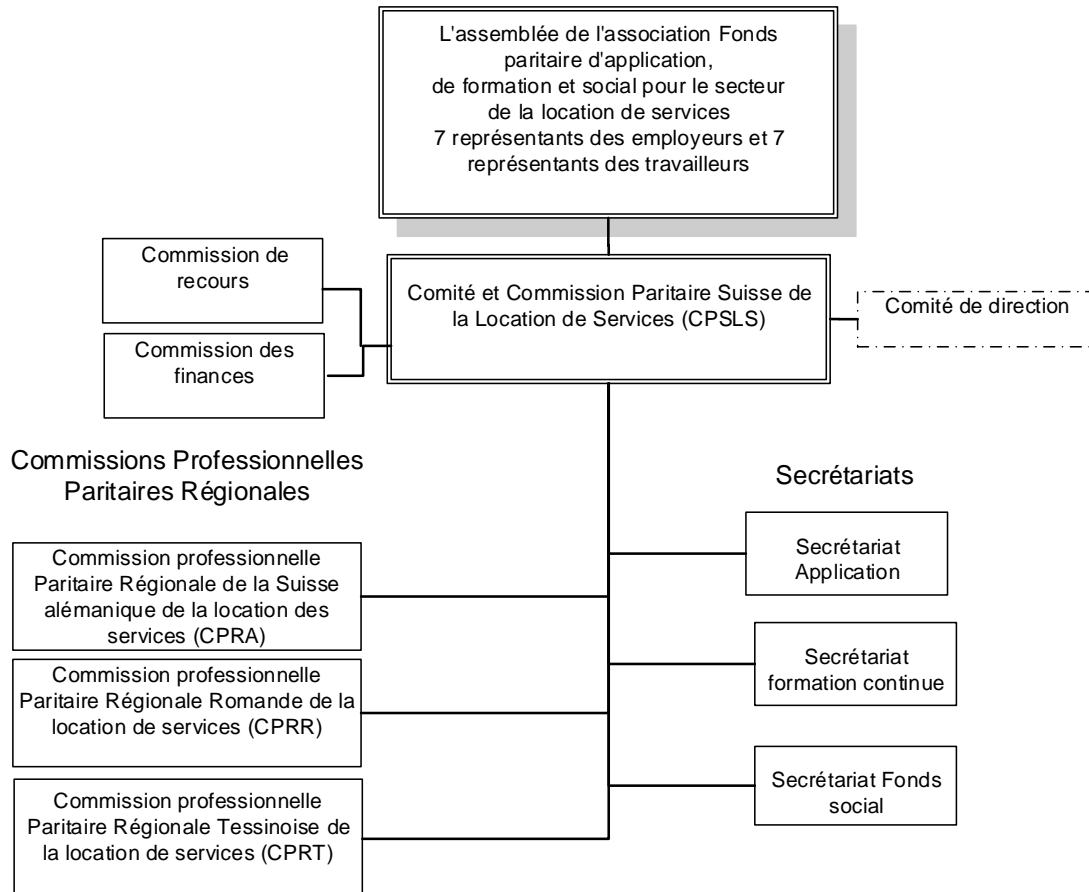
Prévisions

L'impact de la pandémie du Corona sur l'année 2021 n'est pas encore très clair. Grâce aux dispositions existantes et à la planification financière pluriannuelle de l'association, qui tient compte de divers scénarios, il est assuré que l'association disposera néanmoins, à tout moment, des liquidités nécessaires pour pouvoir remplir toutes les prestations conformément au contrat.

L'année 2022 devrait être équilibrée.

Annexes

L'organigramme l'association Fonds paritaire d'application, de formation et social pour le secteur de la location de services (AFPL)



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

| RAPPORT FINANCIER ANNUEL | | | |
|---|---------------|----------------------|----------------------|
| BILAN AU 31 DECEMBRE | Annexe | 2021 | 2020 |
| ACTIFS | | CHF | CHF |
| Liquidités | | 32'620'061.14 | 31'173'615.60 |
| Créances résultant de livraisons et prestations (CCT) | 3.1 | 22'459'453.02 | 20'962'194.36 |
| Autres créances à court terme | 3.2 | 26'000'291.67 | 26'000'291.67 |
| Contributions non encore facturées | 3.3 | 4'871'521.30 | 3'860'386.42 |
| Régularisations | 3.4 | - | 1'127'018.60 |
| ACTIF CIRCULANT | | 85'951'327.13 | 83'123'506.65 |
| ACTIF IMMOBILISE | 3.5 | - | - |
| TOTAL DU BILAN | | 85'951'327.13 | 83'123'506.65 |
| PASSIFS | | | |
| Dettes résultant de livraisons et prestations (CCT) | 3.6 | 4'691'369.03 | 7'691'390.06 |
| Autres dettes é court terme | 3.7 | 124'183.40 | 279'468.40 |
| Régularisations | 3.8 | 16'788'286.23 | 14'133'839.02 |
| Provisions à court terme | | - | - |
| Total des capitaux étrangers à court terme | | 21'603'838.66 | 22'104'697.48 |
| Provisions à long terme | 3.9 | 64'347'488.47 | 61'018'809.17 |
| Total des capitaux étrangers à long term | | 64'347'488.47 | 61'018'809.17 |
| CAPITAUX ETRANGERS | | 85'951'327.13 | 83'123'506.65 |
| Résultat de l'exercice | | - | - |
| Capital de l'organisation | | - | - |
| TOTAL DU BILAN | | 85'951'327.13 | 83'123'506.65 |

| COMPTE D'EXPLOITATION | | 2021 | 2020 |
|---|---------------|-----------------------|-----------------------|
| | Annexe | CHF | CHF |
| Contributions aux frais d'application de travailleurs | 3.10 | 42'305'907.89 | 35'127'099.41 |
| Contributions aux frais d'application des employeurs organisés | | 12'282'079.61 | 9'557'512.43 |
| Contributions aux frais d'application des employeurs non organisés | | 5'849'023.77 | 5'496'958.75 |
| Produits des coûts de contrôle versées par les employeurs organisés | | 29'246.45 | 39'750.00 |
| Produits des coûts de contrôle versées par les employeurs non organisés | | 69'219.35 | 124'904.55 |
| Produits des peines conventionnelles versées par les employeurs organisés | | 325'732.60 | 433'900.05 |
| Produits des peines conventionnelles versées par les employeurs non organisés | | 480'000.90 | 500'132.90 |
| Autres charges/produits d'exploitation | 3.12 | 78'548.95 | 72'840.20 |
| Diminution des produits | 3.11 | -380'478.60 | -1'541'449.69 |
| TOTAL PRODUITS | | 61'039'280.92 | 49'811'648.59 |
| Frais d'encaissement | | -775'172.20 | -652'776.90 |
| Jetons de présence commissions | | -202'330.05 | -234'865.06 |
| Remboursements des cotisations des membres aux employeurs | 3.13 | -1'482'054.20 | -1'198'242.40 |
| Remboursements des cotisations des membres aux travailleurs | 3.13 | -2'208'554.75 | -1'889'651.40 |
| Subventions aux associations d'employeurs | | -969'300.00 | -969'300.00 |
| Subventions aux associations de travailleurs | | -1'292'816.60 | -1'292'366.58 |
| Commission de recours - Frais de mandats | | -636'507.00 | -569'194.50 |
| CPSLS - Frais de mandats | | -38'772.00 | -42'649.00 |
| Indemnités de perte à d'autres commissions paritaires | 3.14 | -2'926'401.35 | - |
| Autres charges de la CPSLS | 3.15 | -316'605.64 | -639'253.10 |
| TOTAL CHARGES DE GESTION | | -10'848'513.79 | -7'488'298.94 |
| Contrôles relatifs au respect de la CCT | 3.16 | -1'942'021.66 | -2'450'223.31 |
| Contributions à d'autres commissions paritaires | | -3'276'886.15 | -2'537'864.40 |
| Commissions paritaires régionales - rai de mandats | | -2'087'065.00 | -1'987'065.00 |
| Commissions paritaires régionales - Jetons de présence | | -216'502.64 | -214'546.76 |
| Commissions paritaires régionales - Autres coûts | | -12'741.50 | -9'628.40 |
| Variation de la provision Application | | -405'084.46 | 919'174.71 |
| Application - Frais de mandats | | -2'539'405.00 | -2'623'880.00 |
| Autres charges de l'application | 3.17 | -433'620.00 | -442'652.67 |
| TOTAL CHARGES D'APPLICATION | | -10'913'326.41 | -9'346'685.83 |
| Contributions aux frais de formation | 3.18 | -14'358'753.56 | -9'706'124.21 |
| Variation de la provision Formation continue | | -2'164'401.01 | -3'965'587.50 |
| Formation continue - Frais de mandats | | -2'428'434.70 | -2'303'137.65 |
| Autres charges de formation continue | 3.19 | -638'664.80 | -494'622.27 |
| TOTAL CHARGES DE FORMATION CONTINUE | | -19'590'254.07 | -16'469'471.63 |
| Contributions à l'assurance indemnité journalière maladie | 3.20 | -18'637'200.24 | -14'747'823.80 |
| Constitution de provisions pour les contributions d'assurance-maladie | | -759'193.83 | -1'527'407.83 |
| Assurance indemnité journalière maladie - Frais de mandats | | -193'860.00 | -193'860.00 |
| Autres charges relatives aux contributions d'assurance-maladie | | - | -380.00 |
| TOTAL CHARGES DU FONDS SOCIAL | | -19'590'254.07 | -16'469'471.63 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 96'932.58 | 37'720.56 |
| Produit financier | 3.21 | -96'932.58 | -37'720.56 |
| Résultat financier | | -96'932.58 | -37'720.56 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 0.00 | 0.00 |

| FLUX DE TRESORERIE | 2021 | 2020 |
|---|---------------------|---------------------|
| | CHF | CHF |
| Résultat de l'exercice | 0.00 | 0.00 |
| Amortissements des actifs immobilisés | - | - |
| Augmentation / (diminution) des provisions | 3'328'679.30 | 4'900'034.84 |
| Augmentation / (diminution) des créances résultant de livraisons et prestations | -1'497'258.66 | -4'303'722.72 |
| Augmentation / (diminution) des contributions non encore facturées | -1'011'134.88 | 2'157'752.00 |
| Augmentation / (diminution) des autres créances et régularisations | 1'127'018.60 | -1'124'518.60 |
| Augmentation / (diminution) des dettes résultant de livraisons et prestations | -3'000'021.03 | 2'524'215.92 |
| Augmentation / (diminution) autres dettes à court terme et régularisations | 2'499'162.21 | -2'217'466.04 |
| Flux financiers d'exploitation | 1'446'445.54 | 1'936'295.40 |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement | - | - |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | - | - |
| Augmentation des actifs financiers à court terme | - | - |
| VARIATION NETTE DES LIQUIDITES | 1'446'445.54 | 1'936'295.40 |
| Justifications: | | |
| Liquidités au 1er janvier | 31'173'615.60 | 29'237'320.20 |
| Liquidités au 31 décembre | 32'620'061.14 | 31'173'615.60 |
| Variation des liquidités | 1'446'445.54 | 1'936'295.40 |

| TABLEAU RELATIF À LA VARIATION DU CAPITAL | 2021 | 2020 |
|---|-------------|-------------|
| | CHF | CHF |
| Capital libéré | - | - |
| Résultat de l'exercice | - | - |
| Capital de l'organisation à la fin de l'exercice | - | - |

Annexe du rapport financier annuel 2021 (en franc suisses)

1. Fondements et organisation

L'association Fonds paritaire d'application, de formation et social pour le secteur de la location de services est une association au sens du Code civil suisse (CC).

Le but est l'application de la CCT Location de services, de la formation professionnelle initiale et continue ainsi que la promotion de la sécurité au travail et de la protection de la santé et, au moyen du Fonds social, l'amélioration du versement du salaire en cas de maladie.

La présentation des comptes est conforme aux statuts qui prévoient la norme Swiss GAAP RPC 21, les prescriptions du Code des obligations (CO) ainsi que les recommandations techniques relatives à la présentation des comptes, Swiss GAAP RPC, en particulier la recommandation 21; les comptes reflètent ainsi fidèlement l'état du patrimoine, la situation financière et les résultats de l'association.

2 Principes en matière d'établissement et d'évaluation du bilan

2.1 Liquidités

Les disponibilités recouvrent les avoirs sur compte chèque postal et les avoirs en banque.

2.2 Créances résultant de livraisons et de prestations

Les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale. Les débiteurs présentant un risque d'insolvabilité font l'objet d'une auto-réévaluation; un correctif forfaitaire est calculé sur le solde restant. Le correctif se fonde sur les valeurs empiriques suivants: des échéances < à 6 mois feront l'objet d'un correctif à hauteur de 2%, entre 6-12 mois de 33,3%, plus de 12 mois de 90% et les créances au titre de la refacturation des coûts de contrôle et amendes < 12 mois de 50%.

2.3 Contributions non encore facturées

Les décomptes finaux pour contributions salariales à l'attention des employeurs qui ont été établis jusqu'à fin février de l'année suivant le jour déterminant pour la clôture sont inscrits au bilan à la valeur nominale, sous déduction d'un correctif de valeur forfaitaire de 2%. S'agissant des décomptes finaux encore manquants au 28.2.2021, resp. 28.2.2020, il est admis que les avoirs et les créances sont équivalents et de peu d'importance, raison pour laquelle ils ne figurent pas au bilan.

2.4 Actifs immobilisés

Au 31.12.2021 et au 31.12.2020, l'association ne possède pas d'immobilisations corporelles devant être inscrites au bilan.

Étant donné que la convention collective de travail est toujours conclue pour une courte période, l'utilisation à long terme des frais de développement ne peut, par conséquent, être garantie. Les frais de développement courants ne pouvant pas être comptabilisés, ils sont donc directement imputés au résultat courant.

2.5 Contributions de formation continue approuvées mais pas encore payées

Les contributions à la formation continue accordées mais pas encore payées, qui ne sont pas encore prescrites, sont provisionnées en tant que régularisation passive. Les demandes dont la fin du cours intervient jusqu'à 12 mois avant la date de clôture sont provisionnées à 100%, celles dont la fin du cours intervient entre 12 mois et 24 mois avant la date de clôture à 50% et celles dont la fin du cours intervient plus de 24 mois à 30% du montant accordé.

2.6 Dépréciations d'actifs

Pour tous les actifs, il est vérifié à chaque jour déterminant pour le bilan s'il existe des signes indiquant que la valeur comptable de l'actif dépasse la valeur atteignable (la plus élevée entre la valeur du marché et la valeur d'utilisation). S'il y a dépréciation d'actifs, la valeur comptable est réduite à la valeur atteignable, la dépréciation grevant le résultat de la période. Dans les années 2021 et 2020, à l'exception de ce qui est décrit sous 2.2, aucune d'éprédation d'actifs n'a été constatée ni comptabilisée.

2.7 Dettes et provisions

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

"L'association Fonds Paritaire d'application, de formation et social pour la Location de services est instituée par les parties contractantes de la CCT afin de remplir, en leur nom et pour leur compte, leurs obligations de droit des obligations indirectes vis-à-vis des travailleurs individuels au moyen des cotisations perçues. Les fonds non encore utilisés constituent une obligation légale pour l'association Fonds Paritaire d'application, de formation et social pour la Location de services. L'événement générateur d'obligations dans le passé est la conclusion et l'extension de la CCT, ainsi que le transfert à l'association des tâches définies de manière exhaustive dans la CCT. Comme il existe une obligation légale d'utiliser toutes les contributions perçues strictement selon les objectifs définis dans la CCT, la différence entre les fonds perçus et utilisés pour les objectifs d'utilisation correspondants est comptabilisée comme provision."

2.8 Impôts

Etant donné qu'il n'y a pas eu de bénéfice imposable et qu'aucun capital imposable n'est à disposition, aucune provision pour impôts n'a été constituée.

2.9 Opérations hors bilan

Aucune dette ne doit être portée au bilan.

3 NOTES COMPLEMENTAIRES DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**3.1 Créances résultant de livraisons et prestations (CCT)**

| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
|---|----------------------|----------------------|
| Créances résultant de livraisons et prestations | 26'377'390.16 | 24'955'203.32 |
| Correctifs de valeurs individuelles | -1'363'385.97 | -1'736'523.57 |
| Correctifs de valeurs forfaitaires | -2'554'551.17 | -2'256'485.39 |
| Total | 22'459'453.02 | 20'962'194.36 |

Il n'existe pas de créances à l'encontre de personnes proches.

3.2 Autres créances à court terme

| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
|--|----------------------|----------------------|
| Créances résultant des retenues d'imp ^t à la source | 291.67 | 291.67 |
| Placements à court terme | 26'000'000.00 | 26'000'000.00 |
| Total | 26'000'291.67 | 26'000'291.67 |

3.3 Contributions non encore facturées

| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
|---|---------------------|---------------------|
| Contributions non encore facturées d'employeurs organisés | 1'905'388.28 | 1'825'785.33 |
| Contributions non encore facturées d'employeurs non organisés | 2'961'233.02 | 2'030'401.09 |
| Contributions non encore facturées d'autres prestations | 4'900.00 | 4'200.00 |
| Total | 4'871'521.30 | 3'860'386.42 |

3.4 Régularisations de actifs

| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
|--|------------|---------------------|
| Avoirs des compagnies d'assurance provenant de fonds sociaux | - | 1'127'018.60 |
| Total | - | 1'127'018.60 |

Cf. les explications au point 3.9

3.5 Actif immobilisé

Au 31.12.2021 comme au 31.12.2020, l'association ne possède, selon le commentaire figurant sous le point 2.4, aucun actif immobilisé.

3.6 Dettes résultant de livraisons et prestations (CCT)

| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| Envers des tiers | 653'236.93 | 3'669'440.71 |
| Envers de personnes proches | 4'038'132.10 | 4'021'949.35 |
| Total | 4'691'369.03 | 7'691'390.06 |

| 3.7 Autres dettes à court terme | | | | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| en CHF | | 31.12.2021 | | 31.12.2020 |
| Paiements anticipés d'employeurs | | 111'657.80 | | 268'734.25 |
| Dettes envers les assurances sociales | | 12'525.60 | | 10'734.15 |
| Total | | 124'183.40 | | 279'468.40 |
| 3.8 Régularisations de passifs | | | | |
| en CHF | | 31.12.2021 | | 31.12.2020 |
| Contributions à des commission paritaires | | 1'883'078.00 | | 1'061'100.00 |
| Contributions de formation continues accordées mais pas encore payées | | 3'933'080.33 | | 3'012'058.27 |
| Remboursements de primes d'assurance d'indemnité journalière maladie | | 826'828.19 | | - |
| Avoirs pour décomptes finaux non encore établis envers de employeurs | | 3'272'146.60 | | 3'940'018.50 |
| Envers des personnes proches | | 4'429'686.65 | | 4'346'696.00 |
| Frais d'encaissement | | 442'039.90 | | 394'750.35 |
| Provision pour indemnisation période sans DFO | | 992'000.00 | | - |
| Provisions pour contrôles des entreprises en cours | | 503'000.00 | | 858'000.00 |
| Autres régularisations de passifs transitoires | | 506'426.56 | | 521'215.90 |
| Total | | 16'788'286.23 | | 14'133'839.02 |
| <p>Les régularisations de passifs transitoires "Avoirs envers des personnes proches" recouvrent notamment les remboursements pour contributions de membres, les indemnités forfaitaires aux partenaires sociaux, selon le commentaire sous 3.13</p> | | | | |
| 3.9 Provisions à court et à long terme | | | | |
| en CHF | Total | Application | Formation continue | Fonds social |
| Provisions au 31.12.19 | 56'118'774.33 | 7'611'828.83 | 33'696'079.05 | 14'810'866.46 |
| Constitution en 2020 | 326'214.22 | - | - | 326'214.22 |
| Utilisation en 2020 | -919'174.71 | -919'174.71 | - | - |
| Constitution en 2020 | 5'492'995.33 | - | 3'965'587.50 | 1'527'407.83 |
| Provisions au 31.12.20 | 61'018'809.17 | 6'692'654.12 | 37'661'666.55 | 16'664'488.51 |
| Dépôt en 2021 | - | - | - | - |
| Utilisation en 2021 | - | - | - | - |
| Constitution en 2021 | 3'328'679.30 | 405'084.46 | 2'164'401.01 | 759'193.83 |
| Provisions au 31.12.21 | 64'347'488.47 | 7'097'738.58 | 39'826'067.56 | 17'423'682.34 |
| <p>Etant donné que l'association est tenue d'utiliser toutes les contributions perçues à bon escient, la totalité de la différence entre les fonds perçus et utilisés a été mise en réserve pour les utilisations correspondantes.</p> <p>En 2021, des paiements supplémentaires pour des contributions au fonds social d'un montant de CHF 797'285.45 ont été directement imputés au compte d'exploitation, car des frais d'exécution supplémentaires pour les années précédentes ont été encaissés en 2021.</p> <p>Cf. les explications au point 2.7</p> | | | | |
| 3.10 Contributions aux frais d'application des travailleurs | | | | |
| <p>Le nombre total de travailleurs soumis à la CCT n'est pas connu. Il n'est donc pas possible de se prononcer sur la part exacte des travailleurs organisés et non organisés. C'est pourquoi le montant des contributions aux frais d'exécution des travailleurs organisés et des travailleurs non organisés ne peut pas être indiqué.</p> | | | | |

| 3.11 Réductions des recettes | | | |
|--|------------------|--------------------|----------------------|
| en CHF | | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Pertes sur débiteurs | | -455'550.42 | -246'678.59 |
| Variation des provisions pour ducroire | | 75'071.82 | -1'294'771.10 |
| Total | | -380'478.60 | -1'541'449.69 |
| 3.12 Autres produits d'exploitation | | | |
| 2013 in CHF | insgesamt | organisierte AG | organisierte AG |
| Mitgliederbeiträge | 1'400.00 | | |
| Mahngebühren | 5'300.00 | 2'000.00 | 2'000.00 |
| Intérêts de retard | 57'287.65 | 3'515.65 | 53'772.00 |
| Autres produits | 52.55 | - | - |
| Total | 72'840.20 | 6'715.65 | 65'372.00 |
| 2021 en CHF | Total | Emp. organisés | Emp. non organisés |
| Cotisations des membres | 700.00 | | |
| Frais de rappel | 13'800.00 | 4'500.00 | 9'300.00 |
| Intérêts de retard | 64'015.00 | 5'097.80 | 58'917.20 |
| Autres produits | 33.95 | - | - |
| Total | 78'548.95 | 9'597.80 | 68'217.20 |
| 3.13 Remboursements des cotisations des membres | | | |
| <p>Sous Remboursements des cotisations des membres, conformément à l'art. 26 des statuts, CHF 3'770'893 ont été payés ou facturés en 2020 pour les remboursements de 80% des cotisations des membres des parties contractantes (Emp. organisés CHF 1'298'242 / trav. organisés CHF 2'472'651) et les provisions ont été réduites de CHF 683'000.</p> <p>En 2021, CHF 3'615'609 ont été payés ou facturés à l'association (emp. organisés 1'407'054 / trav. organisés CHF 2'208'555) et les provisions ont été augmentées de CHF 75'000.</p> <p>Cf. également les commentaires sous le point 3.21</p> | | | |
| 3.14 Indemnités de perte à d'autres commissions paritaires | | | |
| <p>En raison de la période sans DFO en janvier / février 2021, les contributions aux frais d'exécution pour les travailleurs temporaires dans les branches DFO (30% de tous les travailleurs) seront transférées à d'autres commissions paritaires.</p> | | | |
| 3.15 Autres dépenses de la CPSLS | | | |
| en CHF | | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Frais des commissions | | -67'165.00 | -42'651.17 |
| Frais administratifs CPSLS | | -73'595.70 | -86'310.70 |
| Frais de comptabilité | | -85'017.92 | -80'518.65 |
| Frais site internet | | -43'466.07 | -111'789.00 |
| Frais du projet Equal Minimum Pay - banque de données | | -47'360.95 | -317'983.58 |
| Total | | -316'605.64 | -639'253.10 |
| 3.16 Contrôles du respect de la CCT | | | |
| <p>En 2020, les réserves pour les contrôles en cours concernant la comptabilité des salaires ont augmenté de CHF 236'500 pour s'élever nouvellement à CHF 621'500.</p> <p>En 2021, les réserves pour les contrôles en cours concernant la comptabilité des salaires ont augmenté, passant de CHF 355'000 à nouvellement CHF 503'000.</p> | | | |

| 3.17 Autres charges Exécution | | |
|---|-----------------------|-----------------------|
| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Frais d'encaissement | -67'438.00 | -59'299.60 |
| Coûts de la base de données CCT tempdata | -126'425.05 | -221'275.15 |
| Coûts Reportingtool Inkasso | -98'043.09 | -28'839.90 |
| Traductions | -74'397.43 | -66'150.30 |
| Impressions | -27'538.90 | -12'411.32 |
| Autres coûts | -39'777.53 | -54'676.40 |
| Total | -433'620.00 | -442'652.67 |
| 3.18 Contributions aux frais de formation | | |
| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Contributions aux frais de formations payées et retenues à la source | -13'456'981.50 | -9'407'685.02 |
| Remboursement de contributions versées au titre de la formation continue | 19'250.00 | 51'483.98 |
| dont contributions déjà accordées l'année précédente | 3'012'058.27 | 2'662'135.10 |
| Contributions à la formation continue promises mais encore ouvertes | -3'933'080.33 | -3'012'058.27 |
| Total | -14'358'753.56 | -9'706'124.21 |
| 3.19 Autres dépenses Formation continue | | |
| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Coûts de la base de données et du logiciel | -264'217.05 | -337'620.11 |
| Coûts des travaux externalisés | -354'743.67 | -147'418.90 |
| Autres coûts | -19'704.08 | -9'583.26 |
| Total | -638'664.80 | -494'622.27 |
| 3.20 Contributions à l'assurance indemnité journalière maladie | | |
| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Contributions à l'assurance indemnité journalière maladie pour 2018 | | -677'955.35 |
| Contributions à l'assurance indemnité journalière maladie pour 2019 | 35'732.90 | -1'078'427.65 |
| Contributions à l'assurance indemnité journalière maladie pour 2020 | 362'240.00 | -14'747'823.80 |
| Contributions à l'assurance indemnité journalière maladie pour 2021 | -17'839'914.79 | - |
| Paiements supplémentaires pour les années précédentes | -797'285.45 | - |
| Reprise de provisions utilisées | -397'972.90 | 1'756'383.00 |
| Total | -18'637'200.24 | -14'747'823.80 |
| Les paiements complémentaires pour les années précédentes concernent des paiements d'assurance pour des contributions aux frais d'exécution des années précédentes qui n'ont été facturées et perçues qu'en 2021. | | |

| 3.21 Résultat financier | | |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| en CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Revenu d'intérêts | 13'000.00 | 13'030.55 |
| Taux d'intérêt négatif | -109'932.58 | -50'751.11 |
| Total | -96'932.58 | -37'720.56 |

3.22 Garanties et actifs mis en gage

Aucune garantie n'a été accordée et aucun actif n'a été mis en gage.

3.23 Personnes et sociétés proches

Les avoirs et engagements envers des personnes proches figurant au bilan concernent les membres des associations de swissstaffing, Unia, Syna, SEC Suisse et Employés Suisse.

Les prestations de l'association dans les domaines Dépenses générales, Application et Formation continue sont fournies par ses membres Unia et swissstaffing conformément aux conventions de prestations signées. Les coûts qui en résultant pour Unia et swissstaffing de CHF 7'883'534 (en 2020, CHF 7'943'319) sont indemnisés sur la base des coûts totaux effectifs.

En outre, l'assemblée générale de l'association a décidé de verser aux parties contractantes les indemnités et remboursements forfaitaires suivants pour les cotisations des membres (dans chaque cas, montants bruts, TVA comprise) :

| | Clôture 2021 | Clôture 2020 |
|-----------------|--------------|--------------|
| Swissstaffing | 2'376'354.20 | 2'267'542.40 |
| Unia | 2'396'237.15 | 2'479'762.90 |
| Syna | 900'855.45 | 1'080'668.88 |
| SEC Suisse | 168'027.75 | 168'335.20 |
| Employés Suisse | 36'251.00 | 36'251.00 |

4. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la date de clôture qui auraient dû être pris en compte dans les comptes de 2021 ou 2020 werden müssen.

5. Autres données selon Swiss GAAP FER 21

Dans le domaine de trempttraining, il y a eu un cas de fraude en 2016. Le montant du délit n'est pas encore connu au moment du bilan annuel. En 2018 à 2021, un montant de CHF 97'758 de la somme délictuelle a été remboursé.

Étant donné qu'il n'y a eu aucune récolte de fonds et que l'Association a transmis ses activités administratives sur la base des coûts effectifs, il a été renoncé à l'établissement d'un décompte séparé des coûts pour la récolte de fonds, le personnel, les frais de voyage et de représentation, les dépenses de matériel, le frais d'entretien et les amortissements, étant donné que ces frais sont compris dans les coûts effectifs totaux de l'Association.

Les indemntés prévues dans le règlement pour les membres des organes dirigeants, l'indemnisation annuelle, les jetosn de présence ainsi que les indemntés frais sont payés. En 2021, ces frais ont représenté CHF 114'059, en 2020 ils représentaient CHF 125'153.